

CONSULTATION DES ÉTUDIANT·ES DE L'UNIVERSITÉ CLERMONT AUVERGNE SUR LEURS PERCEPTIONS ET PRATIQUES DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOCIÉTALE

Afin de dresser un état des lieux des perceptions des grands enjeux de la transition écologique et sociétale, l'UCA a mené début 2024 une large consultation auprès de l'ensemble de la communauté universitaire, étudiant-es comme personnels. La finalité de la démarche est d'alimenter le Schéma Directeur Développement Durable et Responsabilité Sociétale (DD&RS). Les publics et préoccupations différant, deux questionnaires ont été diffusés. Vous trouverez ici les résultats de l'enquête administrée aux étudiant-es.

Une consultation moins suivie par les étudiant-es que par les personnels

L'enquête a été peu suivie par les étudiant-es, avec 1201 réponses complètes, pour environ 36 000 étudiant-es, soit un taux de réponse légèrement supérieur à 3%, contre près de 35% du côté du personnel. Plusieurs hypothèses peuvent expliquer cela : une information noyée parmi d'autres, un rapport distancé aux enjeux politiques de l'UCA, un intérêt moins marqué que le personnel de l'UCA pour la thématique de la transition écologique et sociétale (TES), un rapport peu familier à la thématique de la TES.

Les femmes sont plus nombreuses à répondre que les hommes. Il est à noter également que certains instituts sont également plus nombreux à répondre (ILLSHS notamment), le facteur filière universitaire semblant ainsi jouer un rôle dans la volonté de répondre. *[cf. tableau 1]*

Afin de rendre les résultats de cette enquête plus représentatifs de la population étudiante, le choix méthodologique a été fait de redresser¹ les résultats selon 2 variables : le genre et le statut de boursier.

Tableau 1 : caractéristiques socio-économiques des répondant-es.

Genre	
Autre ²	2,0%
Un homme	40,7%
Une femme	57,4%
Institut d'appartenance	
IDEM	11,5%
IDS	8,8%
Clermont Auvergne INP	8,3%
IUT	10,6%
ISVSAE	23,4%
ILLSHS	37,4%
Niveau d'étude	
Bac +1	26,8%
Bac +2	17,9%
Bac +3	22,6%
Bac +4	15,6%
Bac +5 et plus	17,1%
Sources de financement des études	
Financement familial	67,7%
Activité rémunérée pendant l'été	38,4%
Activité rémunérée pendant les études	17,9%
Contrat étudiant	3,8%
Alternance / stage	16,5%
Bourses	34,3%
Emprunt bancaire	2,6%

Lecture : 57,4% des répondant-es sont des femmes ; 23,4% des répondant-es appartiennent à l'ISVSAE ; 15,6% des répondant-es sont à un niveau d'étude bac +4 ; 38,4% des répondant-es ont indiqué financer leurs études par une activité rémunérée pendant l'été [plusieurs choix possibles] (n = 1201)

¹ Le redressement de résultats vise à améliorer la représentativité de l'échantillon sondé. Pour cela, un « poids » est attribué à chaque répondant-es en fonction de la catégorie à laquelle il ou elle appartient, afin de correspondre au plus près à la population mère.

² Les résultats de cette catégorie de genre ne sont pas étudiés spécifiquement lorsque les questions de genre sont abordées, car l'effectif (moins de 20 personnes) ne permet pas une analyse statistique.

Une population répondante concernée par la problématique environnementale

Les personnes ayant répondu se déclarent globalement soit concernées (48%), soit très concernées (41%) par la problématique environnementale. Néanmoins, ce résultat cache des disparités, le nombre de personnes se sentant « très concernées » augmente avec le niveau d'étude (cf. figure 1). Une corrélation semble également exister avec l'âge des répondant-es : le taux de personnes nées avant 2002 se sentant très concernées (49%) est supérieur à celui des personnes nées après 2002 (36%).

Malgré ces disparités, la thématique environnementale est un sujet de préoccupation majeur de la population étudiante.

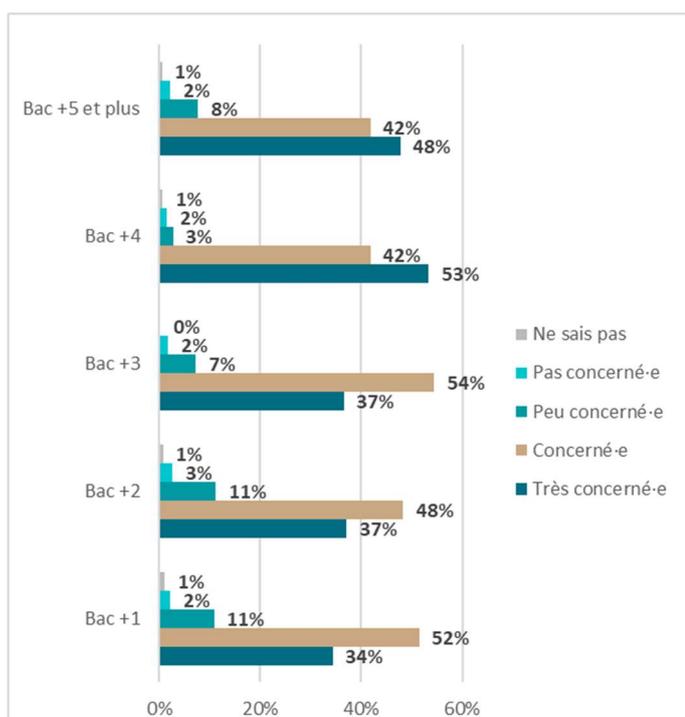


Figure 1 - Taux de personnes se sentant concernées par la problématique environnementale, par année d'étude

Question : « à quel point vous sentez-vous concerné-e par la problématique environnementale », croisée avec la question « à quel niveau d'étude êtes-vous inscrit-e cette année ? » (n = 1201)

Lecture : 53% des personnes étant inscrites à un niveau bac+4 se sentent très concernées par la problématique environnementale.

L'environnement, mais pas que !

Ces résultats sont cohérents lorsque l'on compare les sujets que les répondant-es estiment prioritaires au niveau national. L'environnement se place en première place (62%), loin devant les autres thématiques. La thématique de l'éducation et de la recherche arrive en deuxième position (38%). (cf. figure 2)

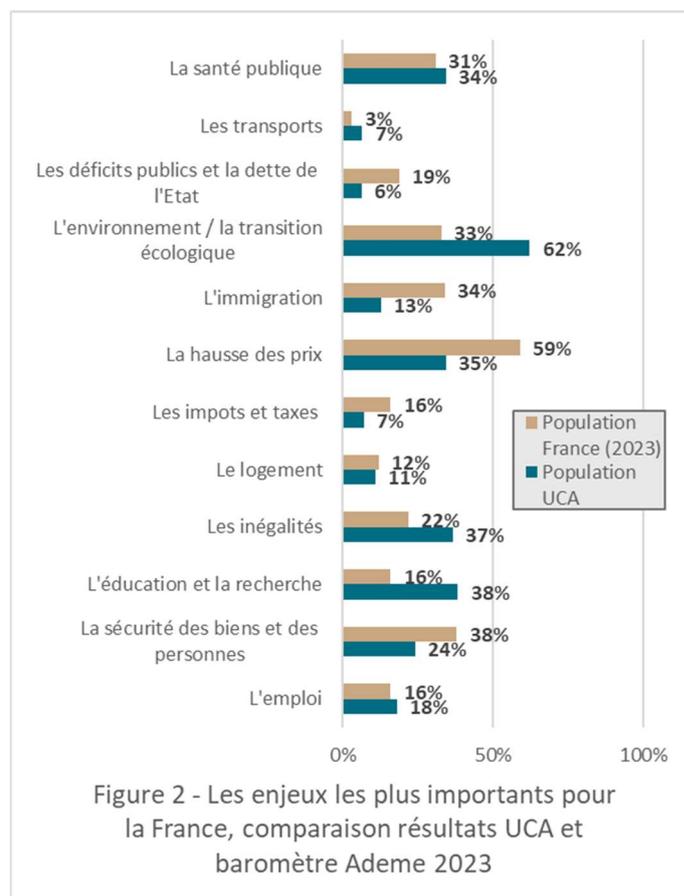
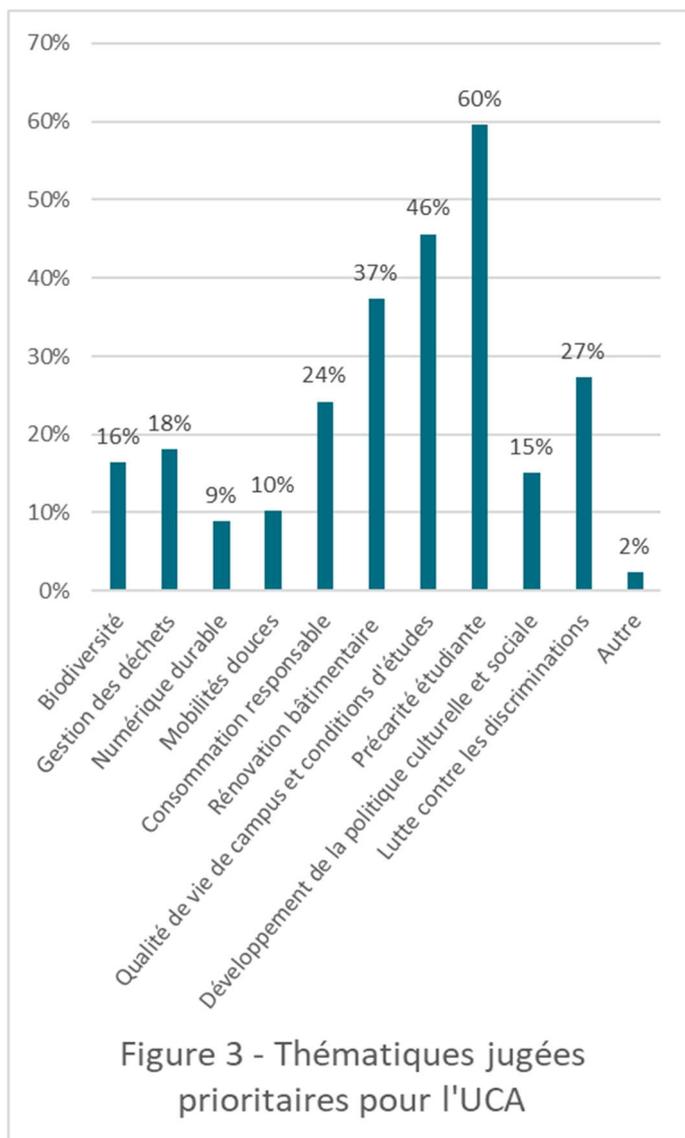


Figure 2 - Les enjeux les plus importants pour la France, comparaison résultats UCA et baromètre Ademe 2023

Question : « Dans cette liste, quels sont les sujets qui vous paraissent les plus importants aujourd'hui pour la France ? » [3 choix possibles] (n = 1201)

Lecture : 38% des répondant-es de l'UCA considèrent que l'éducation et la recherche est un des trois sujets les plus importants à traiter au niveau national.

En revanche, lorsqu'il est demandé aux étudiant-es de choisir les thématiques les plus importantes pour l'UCA, les résultats diffèrent. Ce sont ici les conditions matérielles de leurs études qui sont mises en avant : la lutte contre la précarité étudiante, la qualité de vie de campus, la rénovation bâtementaire (cf. figure 3). Ce sont des thématiques très similaires à celles mises en avant par le personnel : qualité de vie et conditions de travail (55,6%), rénovation bâtementaire (55,1%), politique salariale et déroulement de carrière (40,8%) (n = 1310).



Parmi ces thématiques, lesquelles vous semblent prioritaires pour l'UCA ? [3 réponses maximum] (n = 1201)

Lecture : Parmi les répondant-es, 37% jugent la rénovation comme une des trois thématiques prioritaires pour l'établissement.

La différence entre ces résultats nationaux et les priorités plus locales ne sont pas forcément surprenantes. Plusieurs hypothèses peuvent être avancées :

- L'UCA gère plus les questions relatives à l'enseignement et la recherche que celles liées à l'écologie.
- Les deux échelles d'action diffèrent fortement et les étudiant-es n'attendent pas forcément la même chose des différentes institutions.

- Le niveau national peut représenter une réflexion plus politique, là où l'Université est perçue comme un endroit où l'on traite les problèmes du quotidien.

Dans le détail, certaines typologies de population se démarquent sur des sujets spécifiques. Ainsi, les boursier-ères sont à la fois plus soucieux-euses des inégalités au niveau national, et placent la précarité étudiante comme une thématique plus importante que les étudiant-es non boursier-ères. (cf. tableau 2)

Tableau 2 – Impact de la précarité étudiante sur les thématiques prioritaires, tant au niveau national qu'à celui de l'Université

	Précarité étudiante (thématique UCA)	Inégalités (thématique nationale)
Etudiant-es boursier-ères	68%	42%
Etudiant-es non boursier-ères	55%	34%
Moyenne totale	60%	37%

Lecture : Parmi les étudiant-es boursier-ères, 68% ont sélectionné la précarité étudiante comme une des priorités pour l'UCA, contre 55% parmi les étudiant-es qui ne le sont pas. (n = 1201)

De la même manière, les femmes sont plus nombreuses à prioriser la lutte contre les discriminations (30%) que les hommes (23%)³.

Certains choix restent ambigus quant à la raison de leur sélection. C'est le cas de la rénovation bâtementaire, qui peut être mis en avant par les répondant-es à la fois pour des raisons environnementales, mais également pour une meilleure qualité d'études, de confort, ou de vie étudiante de manière générale, etc.

Une formation à la transition écologique et sociétale en bonne route

L'Université a mis en place depuis la rentrée universitaire de 2022 un module développement durable destiné aux étudiant-es de première année. Ce module, bien que non créditant, reste obligatoire pour la validation de la licence.

³ Les autres genres ont sélectionné cette thématique à hauteur de 16%.

Sans surprise, les étudiant-es de première et deuxième année ont donc une bonne connaissance de ce module (cf. tableau 3).

Tableau 3 – Connaissance du module de développement durable, par année d'étude

	Bac +1	Bac +2	Bac +3	Bac +4	Bac +5 et plus	Total général
Non	16%	18%	58%	82%	81%	47%
Oui	84%	82%	42%	18%	19%	53%

Lecture : 82% des étudiant-es inscrit-es en bac+2 connaissent l'existence du module de développement durable. (n = 1201)

La plupart des étudiant-es de ces cycles l'ont ainsi complété, ou sont en train de le faire (cf. tableau 4). Les étudiant-es de niveau bac+1 obtiennent un pourcentage plus faible que les niveaux bac+2, n'ayant pas terminé leur année universitaire au moment de l'enquête. Pour les niveaux d'étude à partir du niveau bac+3, une chute très importante s'opère. Ce résultat n'est pas surprenant étant donné que le module n'est pas proposé de manière obligatoire à ces niveaux.

Tableau 4 – Niveau de complétude du module DD, par année d'étude

	Je l'ai terminé	C'est en cours	Non terminé	Non
Bac +1	49%	29%	3%	19%
Bac +2	79%	10%	1%	10%
Bac +3	12%	10%	3%	76%
Bac +4	4%	17%	4%	75%
Bac +5 et plus	0%	3%	9%	89%
Total général	45%	18%	3%	34%

Lecture : 10% des étudiant-es en niveau d'étude bac+2 sont en cours de complétude du module. (n = 643)

En ce qui concerne les cours dispensés dans leurs cursus, plus de la moitié déclarent que la question de la transition écologique et sociétale est abordée au moins partiellement dans un de leurs cours (31%), voir qu'elle fait l'objet même d'un ou plusieurs cours (25%)⁴.

A la question si les étudiant-es souhaiteraient être plus formés sur ces sujets, ils sont 60% à répondre oui, indépendamment du fait d'avoir déjà suivi ou non des cours liés à la transition écologique et sociétale. Ces résultats varient peu selon l'institut d'appartenance (de 53% de réponses positives pour l'INP à 63% pour l'ISVSAE). Ce résultat semble indiquer une motivation importante et partagée de la communauté étudiante à passer à l'action sur ces thématiques.

Une faible connaissance des actions de l'Université en lien avec la transition écologique

La connaissance par les étudiant-es des actions dédiées à la transition écologique, menées par l'établissement, a été étudiée au sein de cette enquête. Il en ressort que la connaissance des actions engagées par l'UCA reste faible, en particulier sur les actions liées à la biodiversité. (cf. figure 4)

Cette connaissance évolue néanmoins en fonction du profil des répondant-es. Ainsi, sur ces mêmes thématiques liées à la biodiversité, la connaissance des actions est bien plus grande chez les répondant-es ayant indiqué appartenir à un groupe à vocation écologique⁵ (n = 69) : la connaissance du verger conservatoire passe de 14% à 33%, et celle du jardin pop'art de 11% à 26%.

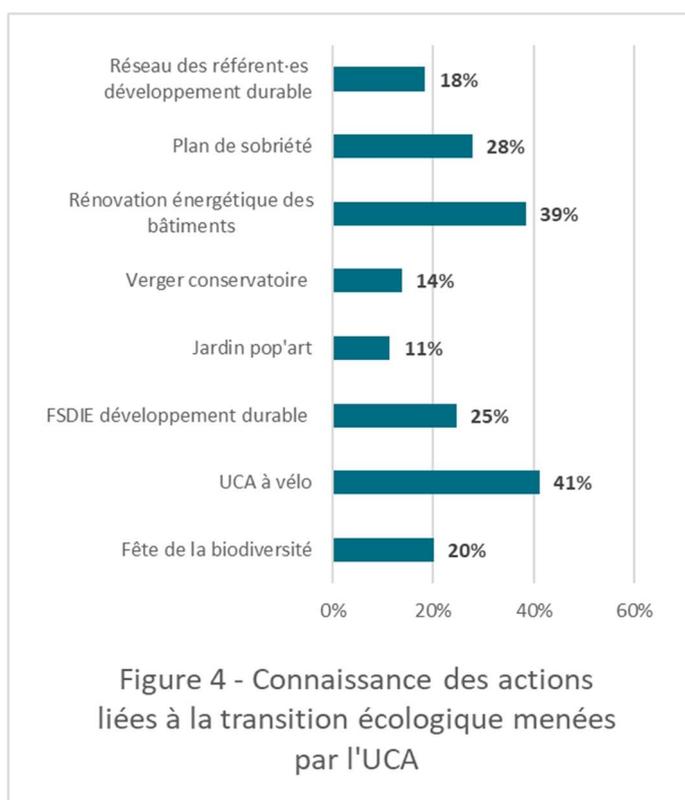
De la même manière, le FSDIE développement durable est mieux connu chez les personnes appartenant à un groupe à vocation culturelle (n = 146 ; 40%), écologique (36%), ou encore politique (n = 60 ; 34%) ; ces populations étant plus à même de solliciter ce dispositif.

⁴ Pour le reste des répondant-es, 38% déclarent que ce n'est pas abordé et 6% ne sais pas.

⁵ En réponse à la question « Faites-vous partie d'un groupe (association, mouvement politique, syndicat, etc) à vocation ... ? » [Pas de nombre de réponse limite]

Une autre hypothèse expliquant cette faible connaissance est le fait que certaines actions sont situées géographiquement. Ainsi, les étudiant·es présents sur les sites territoriaux, ou bien en centre-ville de Clermont-Ferrand sont moins susceptibles de connaître le verger conservatoire, présent aux Cézeaux. Les deux instituts en ayant le moins connaissance sont l'IDEM (4%) et l'ILLSHS (10%), des instituts peu ou pas présent sur le campus des Cézeaux.

Néanmoins, une partie importante de cette méconnaissance ne trouve pas de réponse dans l'enquête. D'autres facteurs, comme la qualité et la quantité d'informations apportées aux étudiant·es, ou bien l'intérêt de cette population pour ces enjeux, semblent jouer un rôle majeur, et seraient à étudier plus en détail.



Question : Connaissez-vous les actions suivantes en matière de politique environnementale qui ont lieu à l'UCA ? [pas de nombre de réponse limitée] (n = 1201)

Lecture : Parmi toutes les actions proposées, 20% des répondant·es connaissent au moins la fête de la biodiversité.

Une évaluation hésitante mais globalement positive des dispositifs existants

Les autres dispositifs mesurés au sein de cette enquête, liés à la vie de l'Université dans son ensemble, se distinguent par plusieurs niveaux d'utilisation et de satisfaction.

Il y a tout d'abord les dispositifs du quotidien, auquel la plupart des étudiant·es ont accès : des lieux de pause, les bibliothèques universitaires et les ressources numériques. Ces dispositifs sont globalement très connus, seulement 4% à 10% des enquêté·es ne les utilisent pas ou ne se sentent pas concerné·es.

Viennent ensuite les dispositifs théoriquement accessibles à un large public, mais moins connus ou utilisés : les équipements sportifs, culturels, le service d'orientation (la fabrique), l'accompagnement à la mobilité internationale ainsi que les services sociaux et de santé. Entre 47% et 58% des étudiant·es déclarent ne pas être concerné·es ou ne pas les utiliser.

Enfin, il y a les dispositifs « exceptionnels », relatifs à des situations particulières : les cours de français pour les étudiant·es non francophones, le médiateur, les services liés au handicap. Ces derniers sont très peu utilisés, entre 70% et 90% des répondant·es se déclarent non concerné·es.

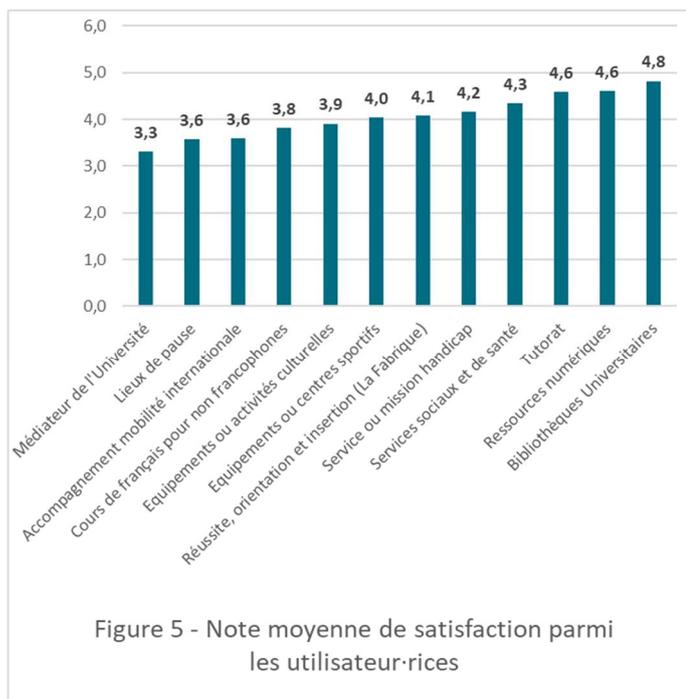
De la même manière que pour les actions en lien avec la transition écologique, la connaissance des actions dépend du profil des répondant·es. Ainsi, la part de personnes n'utilisant pas les équipements sportifs passe de 54% en moyenne à 27% chez les étudiant·es faisant partie d'un groupe à vocation sportive (n = 218) ; idem pour les personnes faisant partie d'un groupe à vocation culturelle (n = 146) pour les activités culturelles menées par l'Université (de 49% de non utilisation au global à 33% de non utilisation au sein de ce groupe).

Globalement, tous les dispositifs sont bien évalués par les personnes qui les utilisent⁶. La plus faible note moyenne revient au médiateur (3,3/6), et celle la plus haute aux bibliothèques universitaires (4,8/6). (cf. figure 5)

⁶ Notes calculées parmi les utilisateur·rices, en enlevant les personnes ayant répondu « Ne les utilise pas – non concerné·e »

Une perception mitigée des politiques mises en place par l'Université

Les participant-es étaient amené-es à évaluer les politiques menées par l'établissement, par grande catégorie. (cf. figure 6)

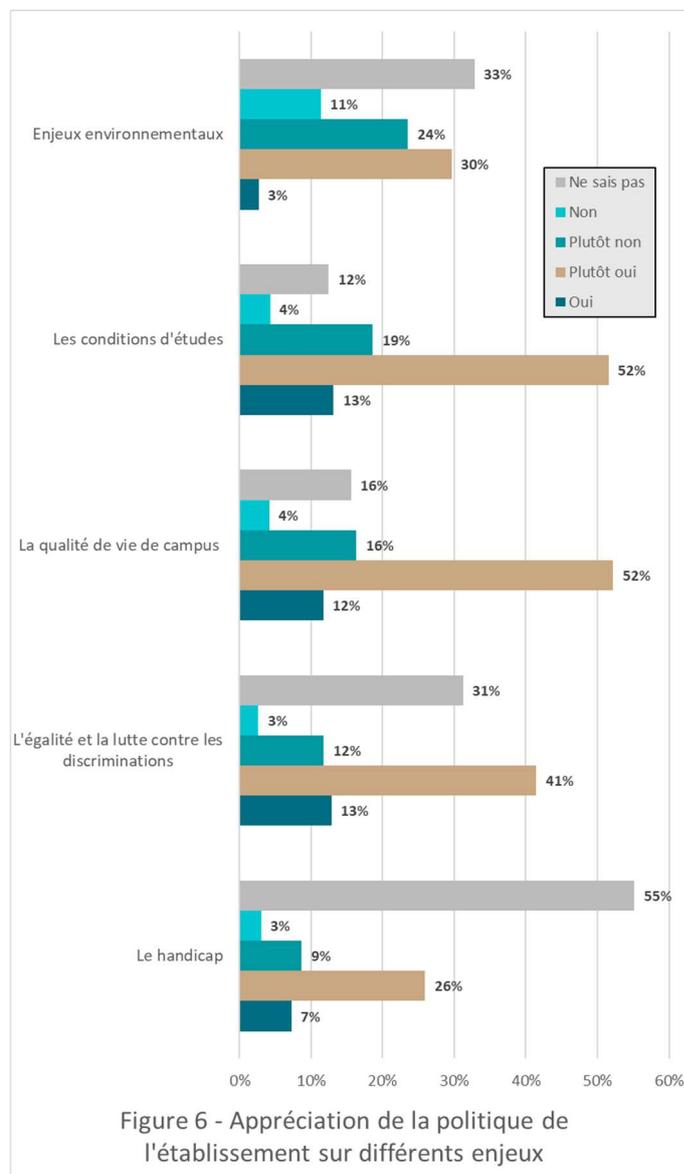


Question : Indiquez dans quelle mesure vous êtes satisfait-e de ... [note de 1 à 6] (effectif variant à chaque item)

Lecture : La note moyenne attribuée aux équipements et centres sportifs par les répondant-es qui les utilisent est de 4,0.

On peut retrouver certaines spécificités en fonction de la typologie des répondant-es. Par exemple, parmi les instituts, les répondant-es de l'ILLSHS sont ceux ou celles qui attribuent la moins bonne note aux lieux de pause⁷, les répondant-es de l'IDS). Ce résultat pourrait être attribué au fait qu'un certain nombre de bâtiments utilisés par cet institut n'ont pas encore été rénovés.

La question du genre semble jouer également sur les résultats. Ainsi, sur cette même thématique des lieux de pause⁷, les femmes déclarent une note moyenne d'appréciation plus faible que celles des hommes (3,5 contre 3,8). Il en va de même les services handicap⁸, qui, bien qu'ayant une note globalement positive, reste moins bien appréciée par les femmes que par les hommes (4,1 contre 4,7). A l'inverse, certains dispositifs sont mieux notés par les femmes comme les équipements ou centres sportifs (4,1 contre 3,9), soulignant ainsi la qualité de la politique menée par l'Université sur cette thématique.



Question : « Selon vous, la politique sociale de l'UCA est-elle à la hauteur des enjeux concernant... ? » et « Selon vous, la politique de l'UCA est-elle à la hauteur des enjeux environnementaux ? » (n = 1201)

Lecture : 13% des répondant-es considèrent que l'établissement est pleinement à la hauteur sur la thématique des conditions d'études.

De la même manière que précédemment, certains enjeux sont plus faciles à évaluer que d'autres pour les étudiant-es. Ainsi, les plus faibles taux de « ne

⁷ Parmi les personnes utilisant ces lieux, soit 1090 personnes

⁸ Parmi les personnes utilisant ces services, soit 213 personnes

sais pas » portent sur les conditions d'études ainsi que la qualité de vie de campus, avec respectivement 12% et 16%. Cela n'est pas surprenant, ces thématiques étant au cœur de la vie étudiante. A l'inverse, la thématique dont les répondant-es se sentent le plus éloigné est le handicap, avec 55% de personnes ne sachant pas se prononcer sur cet enjeu, certainement car les personnes ne sont pas concernées directement par cette thématique. Les enjeux environnementaux et d'égalité recueillent quant à eux respectivement 31% et 33% de réponses « ne sais pas ».

Globalement, les politiques menées par l'Université sont perçues comme plutôt à la hauteur des enjeux, sans complètement les atteindre. Parmi les personnes ayant un avis sur les thématiques, un ratio d'environ 3/4 de réponse positive contre 1/4 de réponse négative est atteint sur la plupart des thématiques, à l'exception faite des enjeux environnementaux, qui obtiennent presque autant de réponses négatives que positives. (cf. tableau 6)

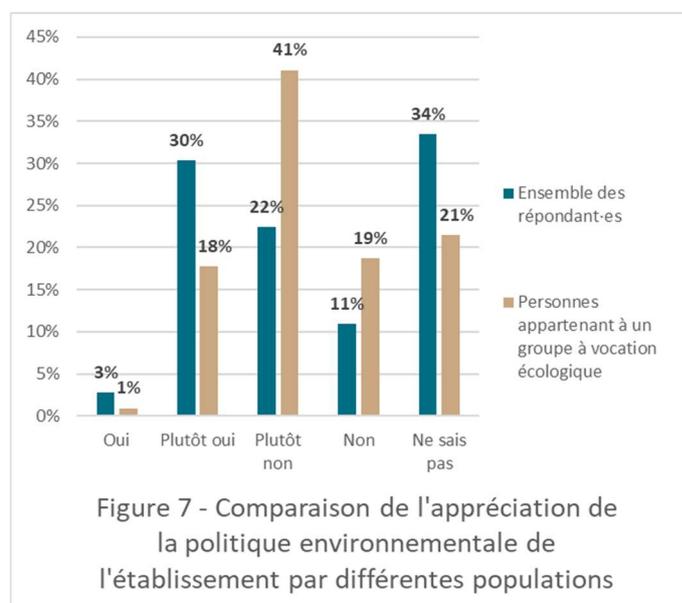
Tableau 6 – Appréciations des politiques de l'établissement parmi les personnes ayant un avis sur ces dernières

	Le handicap (n = 539)	L'égalité et la lutte contre les discriminations (n = 826)	La qualité de vie de campus (n = 1014)	Les conditions d'études (n = 1052)	Enjeux environnementaux (n = 807)
Oui	16%	19%	14%	15%	4%
Plutôt oui	58%	60%	62%	59%	44%
Plutôt non	19%	17%	19%	21%	35%
Non	7%	4%	5%	5%	17%

Question : « Selon vous, la politique sociale de l'UCA est-elle à la hauteur des enjeux concernant... ? » et « Selon vous, la politique de l'UCA est-elle à la hauteur des enjeux environnementaux ? », hors réponse « ne sais pas »

Lecture : 17% des répondant-es sachant évaluer la politique environnementale de l'établissement estiment que celle-ci n'est pas à la hauteur de cet enjeu.

La politique environnementale est donc la thématique que les étudiant-es jugent le plus durement. Cela est renforcé chez certaines populations, dont il est possible de postuler que leur niveau d'expertise est supérieur à la moyenne. Ainsi, parmi les étudiant-es faisant partie d'un groupe à vocation écologique, 19% seulement jugent positivement la politique environnementale de l'établissement, contre 60% négativement. (cf. figure 7)



Question : « Selon vous, la politique de l'UCA est-elle à la hauteur des enjeux environnementaux ? » (n = 1201), croisé avec les personnes ayant indiqué appartenir à un groupe à vocation écologique. (n = 69)

Lecture : parmi les personnes appartenant à un groupe écologique, 41% estiment que la politique de l'établissement n'est plutôt pas à la hauteur des enjeux environnementaux.

D'autres disparités sont également à noter. Ainsi, la politique en faveur de l'égalité et de la lutte contre les discriminations est évaluée plus favorablement par les hommes que les femmes (cf. tableau 7). Plusieurs explications sont possibles. Les hommes peuvent être moins au fait des discriminations subies par les femmes au sein de l'Université, ou peuvent avoir plus de mal à évaluer l'efficacité effective des dispositifs visant à atténuer ces discriminations.

Tableau 7 – Appréciation de la politique d'égalité et de lutte contre les discriminations, par genre

	Homme	Femme
Oui	17%	10%
Plutôt oui	41%	42%
Plutôt non	10%	12%
Non	3%	2%
Ne sais pas	29%	33%

Question : « Selon vous, la politique sociale de l'UCA est-elle à la hauteur des enjeux concernant... ? », croisé avec le genre des répondant-es. (n = 1177)

Lecture : parmi les femmes, 10% estiment que la politique de l'établissement est à la hauteur des enjeux d'égalité et de lutte contre les discriminations.

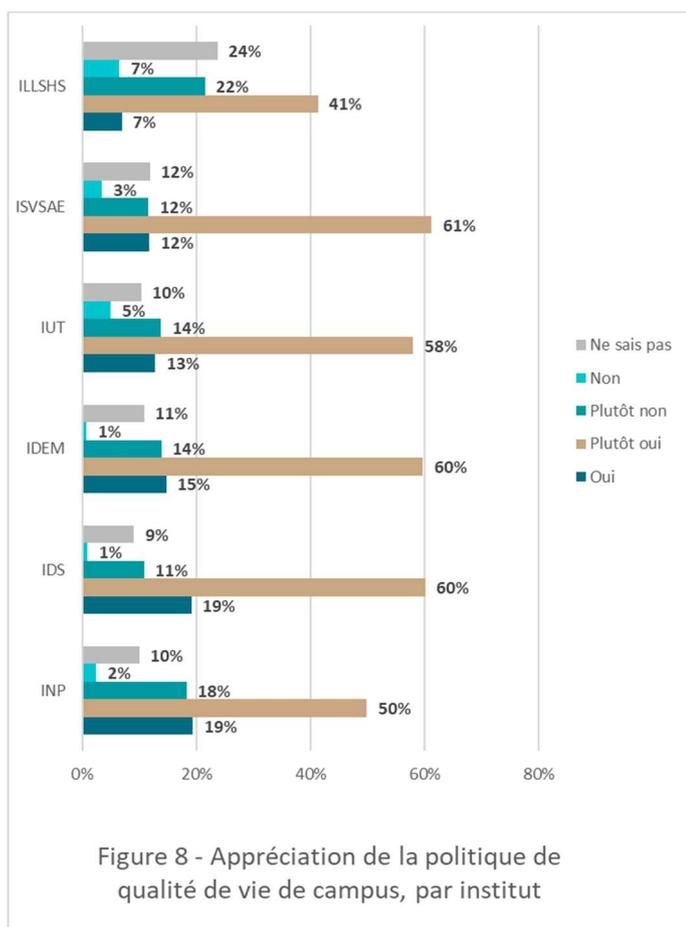


Figure 8 - Appréciation de la politique de qualité de vie de campus, par institut

Question : « Selon vous, la politique sociale de l'UCA est-elle à la hauteur des enjeux concernant... ? », croisé avec l'institut d'appartenance des répondant-es. (n = 1201)

Lecture : parmi les répondant-es appartenant à l'IDEM, 60% estiment que la politique d'établissement en matière de qualité de vie de campus est plutôt à la hauteur des enjeux.

Enfin, la qualité de vie de campus est évaluée différemment en fonction de son institut d'appartenance. (cf. figure 8)

Les étudiant-es de l'ILLSHS sont les seuls à ne pas dépasser les 50% d'évaluation positive sur la politique menée par l'Université sur cette thématique, là où tous les autres instituts tournent autour de 70%-80% de réponses positives.

Une corrélation possible est la moindre qualité des bâtiments rattachés à cet institut ainsi que la faible présence d'espaces extérieurs. Cela est corroboré lorsque l'on regarde plus en détail au sein de cet institut. Par exemple l'UFR STAPS, dont les bâtiments ont été récemment rénovés cumule 72% d'opinions positives, contre 14% négatives, tandis que l'UFR LCSH, situé à Gergovia, obtient seulement 38% d'opinions positives, et 40% négatives. (cf. tableau 8)

Tableau 8 – Appréciation de la politique de qualité de vie de campus, par UFR de l'ILLSHS

	UFR LCSH	UFR PSSSE	UFR LCC	UFR STAPS	INSPE	ENSACF
Oui	4%	2%	6%	24%	11%	9%
Plutôt oui	34%	42%	49%	48%	48%	37%
Plutôt non	28%	24%	24%	7%	18%	11%
Non	12%	5%	5%	7%	3%	0%
Ne sais pas	22%	27%	15%	14%	20%	43%

Question : « Selon vous, la politique sociale de l'UCA est-elle à la hauteur des enjeux concernant... ? », croisé avec l'UFR d'appartenance au sein de l'ILLSHS. (n = 449)

Lecture : parmi les répondant-es appartenant à l'UFR LCC, 24% estiment que la politique d'établissement en matière de qualité de vie de campus n'est plutôt pas à la hauteur des enjeux.

Conclusion

Le portrait dressé par cette enquête montre que la communauté étudiante répondante se sent concernée par les enjeux environnementaux et sociaux. Derrière ce constat, il y a de nombreuses disparités, en fonction de l'institut de rattachement, du niveau d'étude, mais aussi de l'implication personnelle dans des groupes extra-universitaires (sportifs, culturels, écologiques, etc.).

Un axe important qui se dégage de l'enquête est celui d'une meilleure communication en direction de la population étudiante de la part de l'institution, en faisant attention à la surcharge informationnelle. Ces derniers sont souvent peu au courant des actions menées, ce qui amène à une difficile appréciation de la politique générale de l'établissement.

Sur le fond, le renforcement des politiques portées par l'Université, notamment sur la partie environnementale est également un axe de travail majeur, afin que l'établissement se montre à la hauteur des enjeux de demain.

Cette étude demeure parcellaire, en particulier dû au faible taux de réponse, et contient des limites intrinsèques à l'outil employé. Il ne faut pas chercher à en déduire un discours généraliste, mais bien continuer à explorer, derrière ces résultats, les spécificités, les raisons, qui poussent les étudiant-es à répondre et agir comme tel au sein de l'établissement. Cette enquête apporte des pistes de réflexions intéressantes et permettra à l'avenir d'évaluer les progrès et actions menés.

Glossaire

ADEME : Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie

DD : Développement Durable

ENSACF : Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Clermont-Ferrand

FSDIE : Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes

IDEM : Institut Droit, Économie, Management

IDS : Institut des Sciences

ILLSHS : Institut Lettres, Langues, Sciences Humaines et Sociales

INP : Institut National Polytechnique Clermont Auvergne

INSPE : Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation

ISVSAE : Institut Sciences de la Vie, Santé, Agronomie, Environnement

IUT : Institut Universitaire de Technologie

LCC : Langues, Cultures et Communication

LCSH : Lettres, Culture, Sciences Humaines

PSSSE : Psychologie, Sciences Sociales, Sciences de l'Éducation

STAPS : Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives

SDES : service statistique du ministère de la Transition écologique

UCA : Université Clermont Auvergne

UFR : Unité de formation et de recherche